

**NORMAND LESTER**

# STUPIDES ET DANGEREUX

**LES ÉTATS-UNIS À L'ÈRE DE TRUMP**

**NOUVELLE ÉDITION  
REVUE ET AUGMENTÉE**



**les éditions  
du journal**



NORMAND LESTER

# STUPIDES ET DANGEREUX

LES ÉTATS-UNIS À L'ÈRE DE TRUMP

**NOUVELLE ÉDITION**  
**REVUE ET AUGMENTÉE**

**les éditions  
du journal**



# Sommaire

<b>Avant-propos</b> .....	<b>10</b>
<b>Présentation</b> .....	<b>12</b>
<b>Chapitre 1 - USA : une culture populaire avide de violence</b> .....	<b>35</b>
<b>Chapitre 2 - La passion fétichiste des Américains pour les armes à feu</b> .....	<b>67</b>
<b>Chapitre 3 - La guerre, <i>yes sir</i> !</b> .....	<b>95</b>
<b>Chapitre 4 - Ignorants et fiers de l'être : l'anti-intellectualisme américain</b> .....	<b>183</b>
<b>Chapitre 5 - Un pays indifférent aux malheurs de ses enfants</b> .....	<b>227</b>
<b>Chapitre 6 - Les États-Unis : un pays sans bon sens !</b> .....	<b>253</b>
<b>Chapitre 7 - Où vont les États-Unis avec Trump ?</b> .....	<b>301</b>
<b>Conclusion - Des présidentielles de tous les dangers</b> .....	<b>351</b>
<b>Post-scriptum - Trump... Encore lui !!!???</b> .....	<b>375</b>
<b>Addendum</b> .....	<b>389</b>
<b>Du même auteur</b> .....	<b>415</b>

## Avant-propos

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la 14<sup>e</sup> rue de Washington qui franchissent le Potomac vers la Virginie depuis la publication de l'édition originale de ce livre à la mi-septembre 2020. Juste avant l'élection qui provoqué la chute de Donald Trump.

En abordant les États-Unis dans différentes perspectives politiques, historiques et culturelles comme, entre autres, les inégalités sociales, la culture de la violence, le culte des armes à feu, le fondamentalisme religieux et leur hégémonie mondiale, j'y montrais comment – loin d'être une aberration – l'avènement de l'Amérique de Trump se préparait depuis longtemps.

La réalité est venue confirmer mes prédictions, mes craintes et mes analyses.

Nous sommes maintenant revenus à la case départ avec un Trump plus menaçant, plus dangereux que jamais qui parle ouvertement d'en finir avec la démocratie américaine. Trump invoque « la bataille finale » et dit : « Je suis le seul à pouvoir sauver cette nation ». Hitler et Mussolini auraient pu prononcer ces mots.

Cette édition revue et augmentée comprend des notes de bas de page pour mettre des informations à jour ainsi

que, lorsque requis, des paragraphes dans le texte lui-même pour lui ajouter des explications contextuelles et des commentaires additionnels. Des retouches y ont également été apportées, notamment des ajustements de temps (passé, imparfait) en fonction des dates citées.

Lorsque des faits ou de nouvelles informations significatives méritent des développements importants qui nuiraient à la trame narrative du texte originale, je les ai reportés dans un addendum.

Un post-scriptum intitulé «Trump... Encore lui !!!???» analyse les événements récents qui vont influencer le vote et contient des réflexions sur les répercussions que vont engendrer la victoire ou la défaite de Trump.

Normand Lester

## Présentation

Tapez «*stupid americans*» dans Google et vous obtiendrez plus d'un million d'occurrences. Pratiquement tous ces propos peu charitables proviennent d'Américains qui jugent sévèrement, souvent avec désarroi, leurs concitoyens.

On peut certes poser la question de la stupidité des citoyens d'autres pays, mais les Américains, à cause du statut des États-Unis comme puissance dominante de notre époque, sont les seuls dont les décisions collectives ont une influence cruciale sur l'avenir de l'humanité. Dans leur cas, la question est d'autant plus incontournable qu'ils ont donné le pouvoir à l'époque contemporaine à trois individus avec des déficiences éthiques, intellectuelles ou comportementales qui les rendaient manifestement inaptes à occuper cette fonction : Richard Nixon, George W. Bush et Donald Trump, qui incarnent ces trois carences. Les trois se sont présentés sous la bannière du Parti républicain. Le néologisme *stupidocratie*, créé pour décrire l'administration de George W. Bush, s'applique *a fortiori* à celle de Donald Trump.

Il peut paraître saugrenu de traiter de stupides les citoyens du pays qui possède les plus grandes universités, les plus importants centres de recherches scientifiques



et universitaires de la planète et qui a obtenu le plus grand nombre de prix Nobel, 413, suivi de loin par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Il ne vient généralement à l'idée de personne de traiter les Anglais, les Allemands ou les Français de stupides, surtout pas aux ressortissants de ces pays au sujet d'eux-mêmes. Encore qu'avec les événements entourant le Brexit au Royaume-Uni...

Le fait est qu'en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, le monde entier et une partie importante des Américains adoptent cette attitude. Pourquoi ? En se basant sur quelles réalités ? Sur quels faits incontournables ? Ce livre tente de répondre à ces questions et de comprendre comment ceux qui partagent cette opinion en sont venus là.

Les Européens ont longtemps traité les Américains de stupides en catimini. Puis, une partie de l'élite intellectuelle et politique américaine s'est mise à partager ouvertement cette opinion, surtout depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Maintenant, la planète entière s'interroge, atterrée et paniquée qu'un mégalomane égocentrique, inculte et mentalement instable dirige le pays le plus puissant de l'histoire pour une deuxième fois. Trump se qualifie lui-même de « génie très stable ». Selon le Pew Research Center, qui publiait en mars 2020 les résultats d'un sondage, une écrasante majorité de républicains et de sympathisants (86 % !) considéraient Trump comme intelligent. En 2024, ce nombre descend à 58 %.

Plusieurs des proches collaborateurs de Trump à la Maison-Blanche ne partagent absolument pas ses prétentions narcissiques quant à la magnificence de son intellect. NBC News a rapporté que l'ex-chef de cabinet du

président, John Kelly, a qualifié Trump d'idiot à plusieurs reprises. Lorsque Kelly a répliqué que le reportage de NBC News était « *total BS* » (totalement de la merde), la NBC a réaffirmé qu'il avait bien traité le président d'« idiot », que « ce n'[était] pas une fausse histoire ». CNN a révélé de son côté que Kelly a dit de Trump qu'il était « *unhinged* » (déséquilibré)<sup>1</sup>.

L'ancien secrétaire d'État Rex Tillerson a appelé Trump un « *moron* » (imbécile, crétin) après une réunion au Pentagone. Tillerson n'a jamais nié avoir fait un tel commentaire. Selon BuzzFeed, l'ancien conseiller à la sécurité nationale H. R. McMaster se serait moqué de l'intelligence de Trump lors d'un dîner, le traitant d'« idiot », de « *dope* » (abruti) avec les connaissances d'un gamin de maternelle. Michael Wolff rapporte dans son livre *Le feu et la fureur : Trump à la Maison-Blanche* que l'ancien chef de cabinet Reince Priebus et le secrétaire du Trésor Steven Mnuchin ont tous deux qualifié Trump d'idiot et que l'ancien conseiller économique de Trump, Gary Cohn, dit de son patron qu'il est « *dumb as shit* » (stupide comme de la merde). Dans son récent livre *The Room Where it Happened*, l'ancien conseiller à la sécurité nationale John Bolton raconte que le secrétaire d'État Mike Pompeo lui a montré, lors du sommet de Singapour, son bloc-notes où il avait écrit : Trump « est tellement plein de merde ». Bolton avait opiné du bonnet.

Donald Trump a conservé l'appui de ceux qui l'ont porté à la présidence jusqu'au début de 2020. Un sondage

---

1. Kelly, le chef de cabinet de Trump ayant occupé le poste le plus longtemps, a adressé ses critiques les plus sévères à son encontre en 2023 en entrevue sur CNN : « Que Dieu nous vienne en aide ! » s'est-il exclamé. Voir l'addendum, p. 389.

Gallup publié en mars indiquait que le taux d'approbation de Trump était encore à 43 %, soit à peu près ce qu'il était lors de son investiture. Quatre ans plus tard, ce taux se maintient à 41 %. Malgré ses incohérences, ses frasques, ses mensonges en série et les autres tribulations bouffonnes qui ont marqué sa présidence, plus de 90 % des républicains approuvaient toujours Trump et 10 % des démocrates lui accordaient encore leur soutien. C'est sa gestion lamentable de la crise du coronavirus qui a finalement commencé à semer le doute à son endroit chez ses partisans.

Les Américains les plus dégourdis et les plus lucides, concentrés sur les deux côtes du pays, sont convaincus que des millions de leurs compatriotes majoritairement blancs, anglo-saxons, protestants et sous-scolarisés du Midwest et du Sud sont irrémédiablement, désespérément et implacablement stupides. Le Parti républicain des États-Unis fait en quelque sorte de la stupidité sa marque de commerce : le jour où Richard Nixon a remis sa démission dans la honte et la disgrâce, près du quart des électeurs américains lui accordaient toujours leur confiance !

Nixon est resté en poste plus de deux ans après le cambriolage du siège du Parti démocrate au complexe du Watergate et le début des révélations à ce sujet. Rien n'ébranla la détermination des électeurs républicains à soutenir leur président bien-aimé. Pourtant, dès septembre 1972, le *Washington Post* avait associé John Mitchell, le chef du *Committee for the Re-Election of the President* (Comité de réélection du président), au financement du cambriolage. En novembre, Nixon a gagné avec une majorité de près 20 millions de voix, remportant tous les États sauf le Massachusetts. Était-ce par stupidité ou

par ignorance que les électeurs américains continuaient d'accorder leur confiance béate à Nixon ? Probablement un mélange des deux.

Le chroniqueur du *New York Times*, Timothy Egan, écrit en juillet 2018 : « Nous sommes, comme l'a dit le président [Trump] à maintes reprises, un pays stupide, et chaque jour que dure cette présidence prouve son point de vue. »

Peu de temps après l'élection de Donald Trump, un Barack Obama dépité demande à ses assistants : « Et si nous avons tort d'avoir raison ? Et si nous étions trop bons pour ces gens ? » Il parle des Américains en général. Il ajoute : « Peut-être avons-nous poussé trop loin. Peut-être que les gens veulent juste retomber dans leur tribu. » La chroniqueuse Maureen Dowd du *New York Times*, qui rapporte ces propos, reproche à Obama d'attribuer la défaite démocrate au fait que les électeurs américains sont plus « *benighted* » (état d'ignorance intellectuelle pitoyable) qu'il le pensait. Ces propos d'Obama sont certes condescendants, mais correspondent à la réalité sociologique de l'Amérique actuelle.

Dans le débat entourant l'Obamacare, le projet de réforme des soins médicaux, l'un des concepteurs du programme, l'économiste Jonathan Gruber du Massachusetts Institute of Technology (MIT), évoque à plusieurs reprises la stupidité de l'électeur américain. Convoqué en 2014 devant une commission du Congrès, il doit présenter ses excuses. Hillary Clinton, plutôt que de parler de la stupidité des partisans de Trump, les a qualifiés d'individus « déplorables ».

Qu'est-ce que la stupidité sociale et politique ? Le rédacteur en chef du *History News Network*, Rick

Shenkman, constate que des millions d'Américains sont mal informés et, surtout, qu'ils s'en fichent éperdument. C'est une excellente définition de la stupidité sociale. Rick Shenkman en donne cinq caractéristiques déterminantes :

- L'ignorance des faits critiques sur les événements importants.
- La réticence à chercher des sources fiables d'informations.
- L'inclination à croire quelque chose indépendamment des faits.
- La myopie définie comme le soutien de politiques contraires aux intérêts évidents du pays.
- La vulnérabilité à des stéréotypes, des préjugés irrationnels et des diagnostics simplistes.

J'y ajouterais la conviction tranquille et aveugle de posséder la vérité, engendrée par l'« exceptionnalisme » et la religiosité qui caractérisent la mentalité américaine.

Dans un article du magazine *Time* du 12 septembre 2017, « How to Fix American Stupidity », le professeur de philosophie Steven Nadler propose des façons de surmonter la stupidité sociale et politique des Américains après avoir révélé son malaise : « Je commence sérieusement à m'inquiéter que nous, Américains, nous étalions une bêtise de plus en plus grande. »

Qu'est-ce qui l'amène, lui, un philosophe, à soulever la question de la stupidité des Américains ? Si la question se posait en 2017, elle est encore plus pertinente aujourd'hui. Principalement le fait qu'une partie importante d'entre eux rejettent le réchauffement climatique et y voient un canular et que le tiers des Américains nient

l'évolution par sélection naturelle. Nadler ajoute aussi le fait qu'ils ont élu un individu «aussi manifestement mal préparé et inapte à être président».

Steven Nadler voit la stupidité américaine comme une sorte d'entêtement intellectuel : «Il est irrationnel – stupide – de s'accrocher à des croyances quand elles sont clairement contredites par la preuve, écrit-il, ajoutant : une personne rationnelle ne croit que ce que la preuve lui permet de croire ; elle n'accepte pas simplement les choses en se fondant sur ses convictions profondes ; et quand l'évidence les fausse, elle les abandonne.»

L'Américain stupide, selon lui, prend des décisions cruciales non pas sur la base de preuves claires et distinctes, mais sur ses préjugés, ses espoirs et ses craintes. C'est déjà navrant que la stupidité sous-tende des décisions personnelles, mais cela devient alarmant quand elle façonne les politiques publiques de l'État dominant du monde actuel.

Quelle solution Nadler propose-t-il à ce qu'il appelle la «stupidité nationale rampante» aux États-Unis ? Il faudrait d'abord apprendre aux Américains à obtenir leurs informations à partir d'une pluralité de sources avérées. «Mais ce dont le public américain a vraiment besoin, ce sont des leçons sur la façon d'être rationnel, sur la manière d'évaluer cette information – en distinguant les preuves réelles et les fausses preuves, bref en apprenant à ne croire que ce que l'on est en droit de croire.»

Le philosophe ne se fait pas d'illusions au sujet de ses compatriotes : «Changer le comportement cognitif des gens ne sera pas facile ; c'est peut-être même une quête insensée et perdue d'avance.»

Jeremy W. Peters et Michael M. Grynbaum écrivent dans le *New York Times* en mars 2020 que les réalités

déformées et les faits incontournables balayés du revers de la main font désormais partie de la vie quotidienne aux États-Unis, comme le révèle la crise du coronavirus. Mais dans le cas d'une pandémie, les stupidités propagées par les médias peuvent se révéler très dangereuses. Le déni et la désinformation sur les risques du coronavirus prolifèrent dans les médias qui ont la cote auprès des Américains les moins éduqués et les moins dégourdis.

Un sondage Reuters publié en mars 2020 révélait qu'environ 80 % des républicains et 60 % des démocrates ne pensaient pas encore que le coronavirus posait une menace imminente. Là où les scientifiques voyaient une crise de santé publique, le président Trump et ses alliés dans les médias assimilaient la crise à une tentative de coup d'État politique. Entre février 2020 et juillet 2024, il y aurait eu plus de 1,2 million de décès et près de 111 millions de cas liés au coronavirus et ses variants.

Pour les téléspectateurs de *Fox News* et les auditeurs des charlatans radiophoniques, qui sont plus âgés que la population générale (souvent au milieu de la soixantaine), le danger de minimiser la menace du coronavirus est bien réel : les vieux courent un risque plus élevé de complications graves s'ils le contractent.

Dans le cas du coronavirus, la stupidité sociale devient une négligence criminelle, estime Charlie Sykes, collaborateur à MSNBC et auteur du livre *How the Right Lost Its Mind* (Comment la droite a perdu la tête) : « Ce genre de *spin* médiatique pose un danger clair et immédiat pour la santé publique. »

La pandémie de la COVID-19 a eu pour effet de retourner la stupidité sociale des Américains conservateurs contre eux. Un participant de la Conservative

Political Action Conference (CPAC) de février 2020 à Washington, où se trouvaient de nombreux élus républicains, a été infecté par le coronavirus. Dans les coulisses de la conférence, il avait rencontré plusieurs organisateurs et conférenciers, leur serrant la main.

Le sénateur républicain d'extrême droite Ted Cruz, du Texas, s'est immédiatement mis en quarantaine. Le président de la CPAC, Matt Schlapp, s'est également séquestré chez lui, puisqu'il avait serré la main du participant infecté. Il venait de s'en prendre aux médias sur *Fox News*, leur reprochant d'avoir exagéré la menace du coronavirus qui, selon lui, ne manifestait guère de contagiosité.

\*  
\*\*

L'Amérique commence à douter d'elle-même. L'élection de Donald Trump en 2017 à la présidence a amené beaucoup d'Américains plus lucides, et donc plus inquiets, à se questionner sur le sens à donner à «l'exceptionnalisme» qu'ils se sont toujours attribué. Le doute gagne les élites intellectuelles et sociales américaines quant à l'avenir du pays sous la gouverne d'un individu péjorativement «exceptionnel» qui exhibe quotidiennement ses carences en santé mentale, en rationalité et en stabilité émotionnelle. L'ambiance lugubre s'est même propagée aux Américains moyens, dont les frustrations et les rêves déçus ont permis à Trump d'accéder à la Maison-Blanche. Ce climat de doute national se répercute sur leur «indice de bonheur», qui est en chute libre aux États-Unis.

Créé par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2012, le *World Happiness Report* classe 156 pays selon leur degré de bonheur. Le classement prend en compte la



compassion, la liberté, la générosité, l'honnêteté, la santé, les filets sociaux et la bonne gouvernance. En 2019, les États-Unis sont tombés au 19<sup>e</sup> rang du classement. Ils étaient en 13<sup>e</sup> position en 2016 lorsque Trump a été élu président. En 2024, la dégringolade continue : les États-Unis occupent la 23<sup>e</sup> place du classement. En comparaison, toujours en 2019, le Canada occupe le 9<sup>e</sup> rang du classement et la France est au 24<sup>e</sup> rang, perdant une place par rapport à 2018. Ces pays aussi ont perdu quelques places en 2024 : le Canada est 15<sup>e</sup> et la France, 27<sup>e</sup>. Comme d'habitude, les pays scandinaves sont en tête de peloton, avec la Finlande en première position. Ses 5,5 millions d'habitants ont trouvé le secret du bonheur social : une vie équilibrée qui ne dépend pas uniquement de la richesse économique et matérielle.

Le bonheur occupe une place primordiale dans la mythologie américaine, avec la liberté et l'égalité. La Constitution des États-Unis place le bonheur au centre du projet des Pères fondateurs de la République : « Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » Cette déclaration excluait 20% de la population américaine : quelque 700 000 esclaves n'étaient ni heureux ni libres et certainement pas égaux. Les Pères fondateurs de la République, qui proclamaient l'égalité de tous les hommes, ont longuement débattu, au Congrès continental chargé de rédiger la Constitution, de la valeur humaine relative d'un esclave noir et d'un homme libre blanc. Des ratios « deux pour un » et « trois pour un » furent proposés. On finit par s'entendre sur

le « compromis des trois cinquièmes », qui établit qu'à toutes fins utiles, un Noir vaut les trois cinquièmes d'un Blanc, lui niant ainsi sa pleine humanité.

L'effet pervers du compromis des trois cinquièmes fut d'accroître considérablement le pouvoir politique des États esclavagistes du Sud, qui n'avaient que 38 % des sièges au Congrès continental et qui en obtinrent près de 45 % au premier Congrès américain de 1790. Surreprésentés à la Chambre des représentants et au collège électoral, ils purent ainsi bloquer les législations antiesclavagistes proposées par des États du Nord.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, l'idée de pureté raciale connaîtra un renouveau avec l'adoption par les États sudistes de la « règle de l'unique goutte de sang » (*One-drop rule*). Toute personne ayant un unique ancêtre d'ascendance africaine, « une goutte de sang noir », devait être considérée comme noire et se voyait attribuer le statut inférieur de « non blanc » ou de « couleur » (*colored*) dans la hiérarchie raciale américaine.

Le concept social et juridique de la « règle de l'unique goutte de sang » semble n'avoir jamais existé ailleurs qu'aux États-Unis et en Allemagne nazie.

Même si la déclaration d'indépendance proclame que « tous les hommes sont égaux », plus de la moitié des délégués qui ont signé la constitution de 1787 étaient esclavagistes, dont George Washington lui-même. Les mensonges et les hypocrisies des locataires de la Maison-Blanche remontent aux tout premiers temps de la République américaine ! Les Nixon, Reagan, Clinton, Bush et Trump s'inscrivent dans cette longue tradition.

Au total, 12 présidents – plus du quart de tous les présidents américains – ont été propriétaires d'esclaves

au cours de leur vie, dont 8 pendant leur présidence. La Maison-Blanche a été construite par des esclaves noirs qui y agissaient également comme domestiques. Le principal auteur de la Déclaration d'indépendance qui proclame que tous les êtres humains sont égaux et qu'ils ont droit au bonheur, Thomas Jefferson, est lui-même propriétaire de 600 esclaves, parmi lesquels une petite fille nommée Sally Hemings. Pendant son premier mandat comme président, alors qu'elle est âgée de 14 ans et que Jefferson est dans la quarantaine, il l'oblige à avoir des relations sexuelles avec lui. À 16 ans, elle a son premier enfant avec Jefferson, qui lui en fait cinq autres.

On peut lire partout que Hemings est la maîtresse de Jefferson. Elle n'est pas la maîtresse du président : elle lui appartient. Elle est sa propriété, littéralement et légalement. Esclave, elle n'est pas en mesure de donner ou de refuser son consentement à des relations sexuelles avec son maître. Elle doit se soumettre à ses volontés. Jefferson ne reconnaîtra jamais la paternité des enfants qu'il lui a faits. Juste avant sa mort en 1826, il se contente d'accorder la liberté aux enfants conçus par son esclave. En 2011, la Thomas Jefferson Heritage Society suggère, comme pour atténuer la responsabilité du président, que le jeune frère de ce dernier, Randolph, est peut-être le père de certains des enfants de Hemings.

Des statues de Washington et de Jefferson ont été parmi celles renversées durant les troubles raciaux qui ont suivi l'assassinat du Noir George Floyd par la police de Minneapolis en juin 2020.

« Vous voulez un monument confédéré ? Mon corps est un monument confédéré », écrit la poétesse Caroline Randall Williams dans le *New York Times*. Elle dit que

sa peau « de couleur viol, brun clair-noir » fait d'elle une relique de l'esclavage.

« Mes ancêtres blancs du Sud ont pris ce qu'ils voulaient à des femmes qu'ils n'aimaient pas, sur lesquelles ils avaient un pouvoir extraordinaire, puis n'ont pas reconnu leurs enfants. [...] Et je vous demande maintenant, qui ose me dire de les célébrer ? Qui ose me demander d'accepter leurs statues ? Et vous ne pouvez pas dire que ce ne sont pas les membres de ma famille qui se sont battus et sont morts. »

L'ancêtre blanc de Caroline Randall Williams était le général confédéré légendaire Edmund Pettus, qui fut aussi grand dragon du Ku Klux Klan.

\*  
\*\*

Parmi les mensonges et les mythes entourant les Pères fondateurs de la République américaine, la fable du cerisier et du petit George Washington occupe une place de prédilection. C'est la légende la plus connue entourant le premier président des États-Unis, l'un des grands mythes de l'épopée nationale que les parents américains racontent à leurs enfants dès leur plus jeune âge pour leur enseigner l'honnêteté. Un mythe que Donald Trump souille et bafoue avec sa logorrhée quotidienne de mensonges.

Voici comment le mythe se présente. Quand Washington a 6 ans, il reçoit une hachette en cadeau, avec laquelle il abat le cerisier favori de son père. Quand son père découvre ce qu'il a fait, il se met en colère. Le jeune George dit courageusement : « Je ne peux pas mentir... Je l'ai coupé avec ma hachette. » Son père l'embrasse et lui confie que son honnêteté a plus de valeur que 1 000 arbres.

Ironiquement, cette histoire emblématique sur la valeur de l'honnêteté est aussi un mensonge inventé de toutes pièces par l'un des premiers biographes de Washington, Mason Locke Weems. *The Life of Washington* a été un *best-seller* instantané. Or, la scène du cerisier et de la hache ne se trouve même pas dans la première édition du livre publié en 1800, quelques mois après la mort de Washington. Elle n'est introduite que dans la réédition de 1806.

À partir des années 1840, c'est P. T. Barnum, l'homme qui allait créer le célèbre cirque Barnum & Bailey, qui propage et amplifie le mythe en l'introduisant dans le *Barnum's Grand Scientific and Musical Theater*, une de ses précédentes entreprises créées pour ébahir les masses populaires. Dans ce spectacle de variétés, sa très vieille esclave, Joice Heth, achetée par Barnum en 1835, est présentée comme celle qui a élevé George Washington. Barnum prétend qu'elle est âgée de 161 ans ! La vieille femme raconte de façon très convaincante l'histoire du cerisier, manifestement empruntée à la biographie de Weems.

P. T. Barnum, qui a fait fortune en exploitant la crédulité et la stupidité des Américains, a lui-même contribué à rendre légendaires cette crédulité et cette stupidité par sa célèbre phrase voulant qu'aux États-Unis, « *[t]here's a sucker born every minute* » ([u]ne bonne poire naît à chaque minute). Cette méchanceté rejoint celle attribuée à l'écrivain libre-penseur H. L. Mencken : « *Nobody ever went broke underestimating the intelligence of the American public* » (Personne n'a jamais été acculé à la faillite en sous-estimant l'intelligence du public américain).

Le mythe du cerisier de Washington est devenu un élément important du patrimoine culturel des Américains. Les

mensonges en série de Donald Trump viennent de mettre la hache dans la légende et l'héritage de Washington. Aucun parent ni enseignant américains n'oseront plus jamais évoquer le petit Washington et le cerisier pour reprocher un mensonge à un enfant sans que celui-ci se mette à rire en lançant : « Et Donald Trump, alors ? »

Le blogue Fact Checker du *Washington Post* note le 1<sup>er</sup> juin 2020 que Donald Trump venait de dépasser le seuil des 19 100 déclarations fausses, mensongères ou trompeuses en trois ans (1 226 jours) à la Maison-Blanche. Cela lui donne une moyenne de près de 16 mensonges et faussetés par jour. Il avait réussi, au cours des sept semaines qui ont précédé les élections de mi-mandat de 2018, à faire 1 419 déclarations fausses ou trompeuses, soit une moyenne de 30 par jour. Le *Washington Post* rapporte que son affirmation mensongère la plus répétée est que l'économie américaine est, sous sa présidence, la meilleure de l'histoire.

Comme l'écrit le *Post*, il y a de bonnes chances qu'il dépasse 25 000 mensonges avant la fin de son mandat puisque sa pathologie mensongère semble s'aggraver.<sup>2</sup> Trump a déjà dit plus de mensonges que tous les autres présidents américains réunis depuis George Washington.

\*  
\*\*

La place qu'occupe George Washington dans la mythologie et l'iconographie américaines est unique. Encore

---

2. À la fin de son mandat, Trump avait accumulé 30 573 mensonges et contre-vérités. Comme président, il s'éloigna de plus en plus de la vérité, passant de six menteries par jour à son arrivée à la Maison-Blanche à 39 au cours de la dernière année de son mandat.

aujourd'hui, un Américain peut difficilement passer une journée sans voir des images, lire le nom ou entendre parler de George Washington. D'innombrables lieux, localités, rues, entreprises, organisations portent son nom.

Qu'on se souvienne de lui comme d'un héros de la guerre révolutionnaire ou comme le premier président du pays, il projette l'image du leader idéal : compatissant, honnête, intelligent et sympathique. Tout le contraire du président actuel. La culture populaire américaine a façonné le personnage emblématique de Washington et l'a adapté à des fins de propagande patriotique. Pourtant, un événement capital qui a marqué sa vie en tant que jeune officier est atténué ou passé sous silence parce qu'il ternit sa mémoire.

Durant sa campagne présidentielle de 2016, Donald Trump évoque le fait que des présidents américains ont utilisé l'assassinat pour arriver à leurs fins. De la République dominicaine au Sud-Vietnam, plusieurs dirigeants étrangers ont été assassinés sur ordre d'un président américain. Fidel Castro a été la cible d'au moins huit tentatives d'assassinat par la CIA sur ordre de John F. Kennedy.

Dans le cas du fondateur des États-Unis, le meurtre auquel on l'associe précède son accession à la présidence et même la création de la République américaine. George Washington est directement impliqué dans l'assassinat d'un officier français né en Nouvelle-France envoyé en ambassade auprès de lui.

Cela se passe en 1754, dans la vallée de l'Ohio. Les Français établis à fort Duquesne (maintenant Pittsburgh) apprennent qu'une troupe composée de miliciens virginiens et de guerriers iroquois avec à sa tête le jeune

George Washington, dont c'est le premier commandement, empiète sur des territoires revendiqués par la France. Un détachement sous les ordres du capitaine Joseph Coulon de Villiers de Jumonville, né à Verchères sur la rive sud de Montréal, est envoyé pour signifier aux intrus qu'ils doivent se retirer.

Au petit matin du 28 mai 1754, le groupe de Virginiens et d'Iroquois sous les ordres de Washington s'approche furtivement du campement des Français, qui n'ont aucune raison d'être sur leurs gardes, puisque la France et l'Angleterre sont en paix. Sans sommation aucune, Washington ordonne à ses hommes d'ouvrir le feu sur les militaires français et canadiens, dont plusieurs dorment toujours. Ceux qui survivent à cette mousqueterie sont faits prisonniers.

Lorsque Jumonville, blessé, est amené devant Washington pour interrogatoire, l'officier canadien insiste pour lui lire la sommation de quitter le territoire de la Nouvelle-France. Il est alors froidement assassiné. Par qui ? Washington écrit par la suite que c'est Tanagharisson, le chef iroquois qui le seconde, qui a tué Jumonville d'un coup de tomahawk à la tête. Selon un témoin, le milicien virginien John Shaw, l'Iroquois profane ensuite le cadavre de l'officier franco-canadien : *«He then took his Brain and washed his Hands with them and then scalped him.»* Washington abandonne aux loups les cadavres des soldats français et canadiens tués, alors que les us et coutumes militaires l'obligent à les inhumer.

Des zones d'ombres entourent encore aujourd'hui les circonstances de cet assassinat, mais certains faits sont indiscutables. Jumonville, un prisonnier désarmé et blessé, est tué alors qu'il est sous la protection et en



présence de George Washington, le commandant du détachement britannique. Il est impossible de nier que la responsabilité de ce dernier est directement engagée. L'assassin ne peut être que Washington lui-même ou l'un de ses proches. Washington n'a sévi contre personne pour ce meurtre brutal et déshonorant.

Pour venger l'assassinat d'un de ses officiers, le commandant de fort Duquesne, le Canadien Pécaudy de Contreœur, envoie le frère de Jumonville avec 600 hommes attaquer fort Necessity, où se sont réfugiés les Virginiens et les Iroquois. Après une brève résistance, George Washington, conscient de la situation désespérée de son détachement, demande aux Français leurs conditions de reddition. L'acte de capitulation, présenté par Louis Coulon de Villiers de Jumonville, affirme que son frère a été assassiné alors qu'il était prisonnier de Washington. Ce dernier appose sa signature sur le document, reconnaissant les faits.

Washington est fortement critiqué en Grande-Bretagne pour son comportement dans cette affaire. Horace Walpole, le grand écrivain et homme politique whig, dénonce la « volée tirée par un jeune Virginien dans le fin fond de l'Amérique qui a mis le monde à feu ». L'assassinat de Jumonville marque en effet le début de la guerre de Sept Ans, souvent considérée comme la première guerre véritablement mondiale. C'est une page d'histoire que les Américains préfèrent oublier, quand ils ne tentent pas d'en tirer une interprétation qui sauve l'honneur de leur père fondateur. Ne sachant pas lire le français, Washington aurait signé la reddition sans savoir qu'il y reconnaissait explicitement à deux reprises l'assassinat de Jumonville. Voyons si c'est possible.

Le deuxième paragraphe de l'acte de capitulation déclare que l'intention des Français est de venger l'assassinat de leur officier :

*« Comme notre intention n'a jamais été de troubler la Paix et la Bonne harmonie qui régnoit entre les deux Princes amis, mais seulement de venger L'assassin qui a été fait sur un de nos officier porteur d'une sommation et sur son escorte, comme aussy d'empêcher aucun Etablissement sur les terres du Roy mon maître. »*

L'article 7, tout aussi incriminant en ce qui a trait à l'assassinat, oblige Washington à laisser en otage aux Français le capitaine Jacob Van Braam, l'interprète qui lui a traduit le document :

*« Que comme les Anglois ont en leur pouvoir un officier, deux Cadets et Généralement les prisonniers qu'ils nous ont faits dans l'assassinat du Sr de Jumonville, et qu'ils promettent de les renvoyer avec Sauve garde jusqu'au fort Duquesne situé sur la Belle Rivière, et que pour sûreté de cet article ainsi que de ce traité. Mrs Jacob Vannebramme et Robert Stobo tous deux Capitaines, nous seront Remis en ôtage jusqu'a l'arrivée de nos canadien et françois ci dessus mentionnés. »*

Pour tenter d'expliquer son humiliant aveu, Washington prétendra que Van Braam, un mercenaire

néerlandais, a mal interprété « assassinat » parce qu'il est un piètre traducteur. Il est pourtant l'interprète personnel de Washington depuis bien avant ces événements. Et le mot *assassin* et ses déclinaisons sont si similaires en français et en anglais qu'on peut douter d'une méprise sur leur sens. Le premier président des États-Unis semble avoir été aussi désinvolte avec la vérité et avec son paraphe que Donald Trump.

\*  
\*\*

La violence meurtrière est une constante de l'histoire des États-Unis amplifiée par la libre circulation des armes à feu. Plus du tiers des présidents américains ont été victimes d'attentats. Quatre présidents américains ont été assassinés : Abraham Lincoln, James A. Garfield, William McKinley et John F. Kennedy. Treize autres ont échappé à des tentatives d'assassinat<sup>3</sup>. Si les armes à feu tuent tellement aux États-Unis, si les hommes tuent si aisément, c'est avant tout parce que la culture américaine glorifie les armes à feu et la violence meurtrière.

La violence est l'instrument de prédilection des États-Unis pour exercer leur domination et imposer leur volonté sur la planète. Leur puissance militaire est inégalée. Leur rayonnement culturel l'est aussi. Et, malheureusement, par certains aspects, il est également délétère. Ce pays fournit la plupart des divertissements violents à travers le monde. L'Amérique mène le monde dans les massacres dans la vie comme dans la fiction filmée, télévisuelle et numérique.

---

3. Auxquelles il faut ajouter celle contre Trump du 13 juillet 2024.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont fait entrer les États-Unis dans une ère de guerre perpétuelle, au plus grand profit du complexe militaro-industriel qui l'alimente. Le budget militaire lie la prospérité économique du pays à la guerre<sup>4</sup>.

Selon l'organisation non gouvernementale National Priorities Project (NPP), réputée pour ses recherches sur les dépenses militaires américaines, les États-Unis consacrent environ 54 % de leurs dépenses publiques globales à leurs forces armées et seulement 6 % à l'éducation.

Le goût de la violence et la folie des armes à feu sont trop généralisés, et ce, depuis trop longtemps dans la société américaine pour pouvoir être guéris. Cet amour de la violence sanguinolente et cet appétit pour le macabre sont propagés par Hollywood aux États-Unis et au-delà, depuis cent ans, toujours en plus morbides et en plus monstrueux avec les progrès des effets spéciaux et des technologies numériques.

On n'arrête pas le progrès... ni la décadence des mœurs et l'effritement des valeurs. Dans la culture populaire américaine, les armes à feu sont identifiées à la masculinité. Les jeunes hommes, avec troubles mentaux ou pas, sont maintenant à même de vivre à la première personne la frénésie d'être des tueurs de masse, d'être des donneurs de mort, avec des jeux vidéo hyper violents

---

4. De plus, en 2023, les guerres d'Ukraine et de Gaza ont fait croître la demande d'armes de façon spectaculaire et les États-Unis ont réalisé des résultats exceptionnels en matière de ventes militaires à l'étranger : un record de 238 milliards de dollars US, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2022. Cinq des six plus grands fabricants d'armes sont américains : Lockheed Martin, Northrop Grumman, Boeing, General Dynamics et RTX (ex-Raytheon).

qui font l'apologie du meurtre comme façon de régler ses problèmes, de se réaliser soi-même et d'accroître son ego.

Depuis l'élection de Donald Trump, les déchirements de la société américaine ne font que s'accroître : décisions de plus en plus erratiques et contradictoires du président ; saga de la procédure de destitution ; tensions raciales et sociales.

Cela m'amène en conclusion à soulever le spectre d'une seconde guerre civile qui pourrait déchirer les États-Unis. Nous parlons du pays le plus armé de la planète, où les armes de combat comme les fusils d'assaut sont faciles à obtenir et où des milices d'extrême droite sont déjà constituées dans la majorité des États.

Je tente dans ce livre de relier les événements actuels ou récents au passé des États-Unis, de les remettre dans leur contexte historique. D'expliquer simplement le présent par le passé. Albert Camus disait que le journaliste est l'historien de l'actuel.

Le peuple qui se donne comme projet de défendre la démocratie sur la planète entière (*making the world safe for democracy*) semble maintenant sur le point de la renier chez lui.

### **Note aux lecteurs**

Les États-Unis sont un pays que je connais bien. En 1976, j'ai été nommé correspondant de Radio-Canada à Washington. J'ai suivi la campagne présidentielle infructueuse de Gerald Ford pour succéder à Richard Nixon. Accrédité à la Maison-Blanche pendant l'administration Carter, j'ai eu l'occasion de me rendre, au hasard de reportages, dans pratiquement toutes les régions du

pays, de Boston à Los Angeles, de Houston et Key West jusqu'à Chicago et Détroit.

Je commente l'actualité américaine depuis près d'un demi-siècle. J'aborde dans ce livre des thèmes et des sujets que j'ai déjà traités dans différents contextes : radio, télévision, articles, chroniques, blogues. Ma perspective, mes opinions et mes analyses n'ont guère changé, et elles se retrouvent dans ce livre. Elles ont été mises à jour, développées et complétées lorsque cela s'est révélé nécessaire.

Les sources utilisées sont citées directement dans le texte. Les lecteurs voulant vérifier ou approfondir certaines informations n'ont qu'à inscrire le nom de la personne, de l'institution, de la maison de sondage, du centre d'études ou du groupe de recherche cité et la date indiquée dans un moteur de recherche pour obtenir la référence. J'utilise les dernières données disponibles dans le cas des sondages, et les recherches que je juge les plus pertinentes.

N. L.

## CHAPITRE 1

# USA: une culture populaire avide de violence

Après la tuerie d'Orlando de 2016, la critique afro-américaine ReBecca Theodore-Vachon affirme :

*« Pour parler franchement, le noyau des valeurs américaines est enraciné dans la violence. L'histoire des États-Unis est marquée par des actes de violence perpétrés contre de nombreuses communautés différentes. Les fusillades de masse ne sont pas des aberrations – elles sont la continuation d'un héritage de haine et de violence, tissé dans la culture et la société américaines. »*

La violence est l'un des éléments dominants de la culture populaire américaine actuelle qui glorifie les effusions de sang, la brutalité et le sadisme. Elle est omniprésente dans les films et les émissions de télévision que

les Américains regardent, dans les jeux vidéo auxquels ils jouent, dans les livres qu'ils lisent et dans certains sports qu'ils affectionnent particulièrement : le football américain et la boxe.

Les États-Unis produisent la plupart des divertissements violents, « extrêmes », dans le monde. La violence domine leurs industries du cinéma, de la télévision et du jeu vidéo. Les enfants américains sont constamment exposés aux dessins animés violents et s'adonnent eux-mêmes à des actes de violence simulés dans des jeux vidéo de rôle. Au cinéma, devant les écrans d'ordinateur comme dans la vie, l'Amérique mène le monde dans l'horreur, les massacres, les atrocités et les actes de barbarie.

### **La violence imprègne toute la production audiovisuelle américaine**

Dans leur concurrence acharnée pour plaire aux auditoires populaires américains, les réseaux de télévision et les maisons de production savent que la violence est la clé des fortes cotes d'écoute et des profits qui en découlent. Des centaines de séries télévisées et de films mettent en vedette des tueurs de masse et des psychopathes qui commettent des crimes effroyables.

La violence accapare les heures de grande écoute tous les soirs et est bien présente sur les plateformes de visionnement en continu. Les déments et les tueurs en série sont souvent parmi les personnages dominants des fictions et des documentaires. Les exemples à la télévision sont nombreux. La série *Stalker (Harceleur)* de Kevin Williamson, diffusée sur CBS, convie les téléspectateurs durant tous les épisodes à regarder de jeunes femmes se faire tuer de



manière monstrueuse. Le premier épisode s'ouvre sur un meurtre d'une horreur infâme perpétré par un fou masqué. Une jeune femme est piégée, arrosée d'essence et brûlée vive et, pendant que la victime hurle d'effroi et de douleur, la voiture dans laquelle elle se trouve dévale une colline et explose.

La critique Mary McNamara du *Los Angeles Times* (1<sup>er</sup> octobre 2014) considère que *Stalker* est un spectacle cyniquement conçu et construit pour exploiter des crimes odieux, commis principalement contre des femmes, afin d'accaparer des parts du marché télévisuel.

McNamara ajoute que *Stalker* est une série «prétendument moralisatrice qui exploite avec un maximum de sensationnalisme les aspects les plus pervers et les plus horribles du harcèlement sexuel afin qu'ils soient psychologiquement excitants pour les téléspectateurs».

Son auteur, Kevin Williamson, se spécialise dans la violence, les tueurs de masse et les meurtriers psychopathes dont les victimes sont des femmes. Sa création précédente, *The Following*, diffusée sur Fox, est qualifiée par Robert Bianco, du *USA Today*, de «l'une des séries les plus violentes et certainement les plus effrayantes jamais réalisées par un réseau de diffusion commercial». Elle met en vedette un tueur de masse emprisonné et ses acolytes, qu'il a recrutés grâce à une secte qu'il dirige. Il incite ses disciples à commettre des meurtres effrayants et à se suicider. Le premier épisode comprend une scène dans laquelle une jeune femme se suicide en se plantant un poignard dans un œil. Lors de son lancement en janvier 2013, Williamson admet qu'il a été influencé par les tueries de masse de Columbine, d'Aurora et de Sandy Hook lorsqu'il a rédigé ses histoires.

## Cette nouvelle édition revue et augmentée couvre l'actualité politique la plus récente aux États-Unis.

**Ce livre sonne l'alerte générale sur ce que les Américains et les États-Unis sont en train de devenir. J'y dénonce leurs carences, leurs errements ainsi que l'hypocrisie et les mensonges qui caractérisent leur politique, leur culture et leur histoire.**

**N. L.**

Dans un texte d'humeur courroucé et d'humour caustique qui oscille entre l'essai et le pamphlet, Normand Lester fait un survol de tout ce qui ne va pas aux États-Unis. Le mandat de Trump à la Maison-Blanche a fait du pays une menace claire et immédiate pour la paix et la sécurité mondiales. La perspective de le voir revenir au pouvoir n'augure rien de bon. La campagne électorale actuelle divise plus que jamais les États-Unis, avec l'accroissement des tensions sociales, régionales et ethnoculturelles que cela implique. Le pays risque de tomber dans un chaos politique bien pire que celui qui a suivi les élections de 2020. L'avenir des États-Unis se joue présentement. Et, peut-être, le nôtre aussi.



*Ancien correspondant à Washington, Paris et Ottawa, Normand Lester est blogueur au Journal de Montréal et au Journal de Québec et chroniqueur à QUB radio. La Société Saint-Jean-Baptiste lui a décerné son prix Olivar-Asselin pour «son courage et son excellence en journalisme d'enquête». Il est également récipiendaire de la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec.*

Groupe  
**Livre**  
QUÉBECOR

ISBN 978-2-89761-285-6



9 782897 612856